

La théorie léniniste de l'Etat : quelques remarques à propos de «L'Etat et la révolution»

Autor(en): **Maurer, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **89 (1986)**

PDF erstellt am: **05.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-549951>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La théorie léniniste de l'Etat

Quelques remarques à propos de «L'Etat et la Révolution»

par Pierre Maurer

«L'Etat n'a pas fonctionné comme nous l'entendions. Et comment cela a-t-il fonctionné? La voiture n'obéit pas: un homme est bien assis au volant, qui semble la diriger, mais la voiture ne roule pas dans la direction voulue, elle va où la pousse une autre force...*»

Dans une première partie, nous allons essayer de restituer, à la manière de Lénine, c'est-à-dire en ayant souvent recours à des citations, quitte à alourdir le texte, ce qui nous apparaît comme les traits principaux dégagés par notre auteur dans son ouvrage fameux, *L'Etat et la Révolution*.

Dans une seconde partie, nous nous contenterons, vu la faiblesse de nos moyens d'une part et vu l'immensité du problème et l'importance des enjeux de l'autre, de soulever certains points, certaines ambiguïtés, sans prétendre apporter des éléments fondamentalement nouveaux dans ce vieux débat. Pour paraphraser un auteur célèbre, nous essaierons — à notre niveau — de «retourner l'arme de la critique pour faire la critique des armes».

L'Etat et la Révolution, l'ouvrage théorique de Lénine le plus important sur le problème de l'Etat, est un classique de la sociologie politique en général et du Marxisme-Léninisme en particulier.

Le livre est composé, comme la plupart de ses écrits, sous l'emprise des impératifs de l'action et la nécessité pratique, ce qui explique par ailleurs qu'on trouve aussi bien des développements théoriques que des prises de position plus ponctuelles. «La question de l'attitude de la révolution socialiste du prolétariat envers l'Etat n'acquiert pas seulement une importance politique pratique. Elle revêt un caractère d'actualité brûlante, car il s'agit

* Lénine, *Oeuvres*, t. XXXIII, p. 284

d'éclairer les masses sur ce qu'elles auront à faire... dans un proche avenir» (p. 6)¹. Ces paroles prémonitoires en août 1917 pourraient nous laisser penser qu'un bon marxiste, initié au matérialisme historique le plus scientifique, acquiert un «sens historique» qui lui permettrait de sentir dans quelle direction souffle le «vent de l'Histoire». Or, on sait trop aujourd'hui qu'il n'en est rien et on ne saurait dès lors faire une règle de cette intuition géniale; contentons-nous de la souligner.

Il s'agit donc pour Lénine de «rétablir la doctrine de Marx sur l'Etat» face aux «opportunistes du mouvement ouvrier», les sociaux-démocrates, les gens de la II^e Internationale, aussi bien E. Bernstein «révisionniste» que les «renégats» comme Kautsky pour livrer aux masses un «marxisme non-frelaté». Pour ce faire, Vladimir Ilich Oulianov fera force référence aux textes des «fondateurs du socialisme scientifique», essentiellement *Le Manifeste du Parti communiste*, *Les luttes de classe en France* et la *Critique du programme de Gotha*.

Relevons que Lénine rédigea une première esquisse concernant cette problématique de l'Etat alors qu'il était en Suisse en janvier /février 1917. Ce premier texte «Le Marxisme au sujet de l'Etat», publié en annexe de «Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt», éd. Sociales, constitue en quelque sorte une préfiguration, un plan dont le contenu sera développé dans L'Etat et la Révolution.

Conformément à la théorie marxienne, l'Etat est un produit du pouvoir politique, lequel puise son origine dans la lutte des classes et se représente, se matérialise sous la forme de la domination d'une classe sur les autres, ou plus simplement, l'Etat est le produit des contradictions des classes inconciliables. «L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classe sont inconciliables» (p. 9, *Ibid.*).

Mais cet Etat n'est pas un pouvoir imposé du dehors de la société: «L'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre» (...) «L'Etat apparaît comme un organe de coercition des classes» (p. 9, *Ibid.*).

Cet organe suprême de répression se place en apparence au-dessus de la société pour maintenir l'ordre, estomper les conflits, créer l'illusion d'une concordance d'intérêt des classes économiques antagonistes: c'est la création d'un «ordre» qui légalise et affermit cette oppression en modérant et en occultant le conflit des classes.

Selon Lénine, c'est sur ce point capital que l'on trouve une première déformation grossière du Marxisme original: les «professeurs et publicistes

¹ La pagination correspond à l'édition de *L'Etat et la Révolution* publiée chez Gonthier, coll. Médiations, 1964



Vladimir I. Lenin

petits-bourgeois et philistins», pour reprendre ses propres mots, assignent à l'Etat un rôle de conciliateur des classes. Or «l'Etat — dit Lénine — ne pourrait ni surgir ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible».

L'autre déformation, due à Kautsky celle-là, touche à la nécessité impérative, selon Marx, de supprimer l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé et mis en place par la classe dominante; nous y reviendrons.

Issue de la lutte des classes, l'existence de l'Etat concrétise la domination de classe de la bourgeoisie, dont la force réside dans la détention du capital et dans l'entretien d'une *force* publique composée de fonctionnaires et de « détachements spéciaux d'hommes armés », pour reprendre aussi les termes d'Engels, qui assurent « un pouvoir spécial de répression ». « Les classes exploiteuses ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts égoïstes d'une infime minorité contre l'immense majorité du peuple » (p. 29, *Ibid.*).

Faisant un rapide survol des formations étatiques, Lénine constate que non seulement « l'Etat antique et l'Etat féodal furent les organes d'exploitation des esclaves et des serfs », mais aussi que « l'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital » (p. 15, *Ibid.*).

On se souvient du panégyrique — surprenant à première vue — que Marx fait dans *Le Manifeste du Parti communiste* du rôle révolutionnaire de la bourgeoisie dans la société, cette bourgeoisie qui a su mener sa révolution jusqu'au bout. Toutefois, pour Lénine, « Les formes d'Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une: en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement une dictature de la bourgeoisie » (p. 41, *Ibid.*).

Seule une révolution *violente* pourra libérer les masses opprimées et permettre l'émancipation des classes laborieuses, et seule la dictature du prolétariat sera l'instrument de cette tâche historique: « Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une: *la dictature du prolétariat.* »

De même que la bourgeoisie ne partage sa domination politique avec personne, le prolétariat exercera une dictature sans partage: « La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force des masses » (p. 30, *Ibid.*).

Quelles seront les tâches de cet Etat, de ce prolétariat organisé en classe dominante? Pour Engels, « Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété de l'Etat », et selon la formule célèbre, « le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses ».

Mais quels seront le contenu, la forme, la nature, les objectifs de cette dictature?

Selon la pensée léninienne, la dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois dans l'histoire une démocratie pour le peuple, pour la majorité. La contrainte et la violence exer-

cées par la dictature du prolétariat sont foncièrement démocratiques, car elles organisent le pouvoir du peuple et lui en garantissant l'exercice. «L'Etat de cette période-là doit donc être nécessairement démocratique d'une manière nouvelle (pour les prolétaires et les non-possédants en général) et dictatorial d'une manière nouvelle (contre la bourgeoisie).»

Il est à remarquer qu'aujourd'hui encore, les théoriciens soviétiques parlent de «démocratie socialiste», puisque l'Etat s'identifierait à l'ensemble du peuple et que par conséquent il ne serait plus un moyen de domination sur les citoyens.

Après la prise violente du pouvoir, la mise en place de l'économie socialiste et d'un «mode communiste de production et d'appropriation des produits matériels» (le Manifeste), l'Etat «s'éteint». C'est la fameuse thèse sur l'extinction de l'Etat, stade suprême du communisme: «Il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat.»

Lénine s'en prend violemment aux «opportunistes» pour qui l'extinction de l'Etat est synonyme de mise en veilleuse, sinon de négation de la révolution. Il s'agit là encore de mettre les choses au clair: l'Etat bourgeois ne s'éteint pas, il est supprimé par la révolution, «ce qui s'éteint après cette révolution c'est l'Etat prolétarien, autrement dit un demi-Etat» (p. 21, *Ibid.*). De plus, on ne saurait négliger — argumente Lénine — le fait que Engels se livre aussi, parallèlement à la thèse de l'extinction, à une véritable apologie de la violence révolutionnaire, «accoucheuse de l'Histoire» (Marx).

Après s'être attaqué à droite, Lénine s'en prend à sa gauche: les anarchistes aussi ne doivent pas voir dans cette thèse d'Engels une affirmation anti-étatique, dans la mesure où «cette extinction se rapporte sans ambiguïté possible à l'époque consécutive à la prise de possession des moyens de production par l'Etat au nom de toute la société» (pp. 21 - 22, *Ibid.*).

On peut donc penser que Daniel Guérin² prend ses désirs pour des réalités quand il dit: «Lénine lui-même, dans *L'Etat et la Révolution*, est partagé entre l'anarchisme et le communisme d'Etat... entre la spontanéité des masses et la discipline de fer du jacobinisme» (p. 67).

Lénine semble renvoyer le dépérissement de l'Etat aux calendes grecques pour insister sur le nécessaire renforcement de l'Etat prolétarien: «En réalité, cette période est nécessairement marquée par une lutte des classes d'un acharnement sans précédent, revêtant des formes d'une extrême acuité» (p. 41, *op. cit.*). Il n'est pas sans importance de relever que cette phrase se trouve dans le seul passage écrit plus tard, en décembre 1918, c'est-à-dire *après* octobre 1917, donc après que Lénine eut été confronté à la réalité pratique du pouvoir.

² *Pour un marxisme libertaire*, Paris, Laffont, 1967.

Il est aussi intéressant de remarquer que c'est un des passages qui permettra au «petit père des peuples», avec les conséquences que l'on sait, de s'instaurer fidèle continuateur de Lénine.

Kazem Radjavi³, dans son remarquable travail, explique ce manque de clarté ainsi: «Lénine, au contraire, part de l'hypothèse selon laquelle la révolution russe est une révolution socialiste. Dès lors, il lui applique le mécanisme marxiste du dépérissement de l'Etat. Cet habit taillé à la mesure de l'Occident développé doit servir aussi, avec quelques retouches, à la Russie arriérée» (p. 275).

Il nous paraît, et ici nous entrons dans notre deuxième partie, qu'on peut voir un paradoxe chez Lénine qui pourrait être formulé ainsi: alors que la révolution détruit l'Etat existant, construit un Etat dépérissant, dans le même temps l'Etat centralise l'économie, devient l'organisme dirigeant. En même temps, on projette un Etat dépérissant et on conçoit un parti révolutionnaire centralisé, hiérarchisé (décrit dans *Que faire?* en 1902), destiné à mener à bien cette œuvre. Ce parti est conçu comme étant voué à devenir institution, appareil d'Etat, donc à s'instituer et à se constituer comme *étatique*.

Pour illustrer notre propos, citons cette phrase de *L'Etat et la Révolution*: «En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs exploités...»

La théorie du dépérissement, outre l'ambiguïté fondamentale qu'elle véhicule, comme nous venons de le relever, pose implicitement un autre problème: celui de la durée de la période de transition.

Radjavi relève toutes les expressions («cela demande bien une génération», «le prolétariat n'a besoin d'Etat que pour un temps», «avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons») que Lénine emploie pour nourrir l'imprécision qui l'habite, et peut-être pour masquer son angoisse (p. 272, *op. cit.*).

Un autre reproche de Radjavi dans sa recherche très fouillée, très précise et décidément très documentée, est celui — assez grave pour un marxiste — relatif à l'absence d'analyse des conditions objectives de la révolution: «Dans son livre portant précisément ce même titre *L'Etat et la Révolution*, Lénine fait volontiers abstraction de ce problème essentiel. Jamais, à aucun moment, il n'y a envisagé l'étude de cette question et ses relations avec celles de la dictature, de la démocratie, du dépérissement, etc. Malgré l'extrême abondance

³ *La dictature du prolétariat et le dépérissement de l'Etat de Marx à Lénine*, Paris, éd. Anthropos, 1975.

des citations de Marx et d'Engels, Lénine ne fait pas la moindre allusion à l'existence des conditions objectives de la révolution socialiste, selon la doctrine de Marx. Pas une seule fois Lénine ne s'occupe de l'influence de ces facteurs sur le devenir de l'Etat à l'époque post-révolutionnaire, facteurs qui, selon le marxisme, préconditionnent la révolution» (p. 273 - 274, *Ibid.*).

Radjavi signale une autre retouche, un autre accommodement léniniste, une autre « légèreté » par rapport au dogme marxien : c'est celui où il fait de la paysannerie une classe révolutionnaire.

Par une espèce d'argutie théorico-politique, Lénine, citant une lettre (au demeurant sans importance, puisque privée, de Marx à Kugelmann) dans laquelle Marx utilise l'expression « révolution véritablement populaire », justifie par là l'alliance « naturelle » entre le prolétariat et la paysannerie. Cette conception n'est pas marxienne, comme on le sait. Qu'on me permette, à ce propos, de citer un peu longuement Marx dans *Le 18 Brumaire*, parlant de la paysannerie française de 1850 : « Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts en leur propre nom » (p. 498)⁴.

Quand on sait que le véritable prolétariat était largement minoritaire — quasi inexistant dira Garaudy —, on ne voit pas comment la Révolution aurait pu triompher en Russie, ce maillon faible du capitalisme au début du siècle, sans la participation active, massive et décisive de la paysannerie (même inculte).

C'est un Radjavi curieusement dogmatique qu'on rencontre sur ce point : le matérialisme ne doit-il pas être une théorie en constante évolution, assimilant les expériences dialectiquement ? L'histoire n'est pas définie une fois pour toutes, c'est aux « acteurs historiques » (pour reprendre une expression chère au sociologue Alain Touraine) d'infléchir le cours de l'Histoire par leur combat, leur engagement pour une société plus juste et plus humaine (si ces termes galvaudés ont encore un sens). Comme l'affirment Marx et Engels dans *Le Manifeste* : « Les conceptions communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Les conceptions des communistes... ne sont que l'expression générale

⁴ Marx - Engels, *Oeuvres Choisies*, 3 vol. T. I.

des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux.»

Claude Berger⁵, dans une contribution aussi intéressante que méconnue, voit dans Lénine un traître (voire son attitude face à l'opposition ouvrière), un déviationniste, qui aurait — avant Staline — perverti le communisme et non « celui qui a mis en pratique le marxisme » et il rejette donc, comme vide de sens l'appellation de *marxisme-léninisme*.

« Lorsque Lénine commente, dans *L'Etat et la Révolution*, les textes essentiels du marxisme pour y relever tout ce qui se rapporte à l'Etat, il ne commente pas et, par là, il omet, par « effet de censure », les passages qui affirment le caractère « doctrinal » du projet marxiste de la transition, projet qui porte un nom : l'Association » (pp. 217 - 218, *Ibid.*). On sait que c'est là la thèse centrale de son livre.

Berger nous offre un exemple de mystification de la pensée de Marx (p. 243, *Ibid.*) où on voit Lénine, citant Marx dans la guerre civile en France pour conclure : « Marx est centraliste », alors qu'il suffit de lire les deux phrases précédant la citation dans l'original pour constater qu'il n'est rien, que c'est exactement *le contraire* qui est vrai !

Radjavi dénonce également le « découpage arbitraire des citations » (pp. 274 - 276, *op. cit.*).

Pour Berger, le projet de Lénine ne correspond à rien d'autre qu'à la mise en place d'un capitalisme monopoliste d'Etat : « La forme de l'économie capitaliste est conservée, l'Etat devient employeur de tous » (p. 241, *op. cit.*).

Henri Lefèbvre⁶, dans sa vaste réflexion sur l'Etat, pense que les théoriciens marxistes ont négligé l'importance de l'émergence de l'Etat-nation (on sait par ailleurs qu'il propose pour sa part le concept de « mode de production étatique » pour remédier à cet « oubli ». Cf. la table ronde reproduite dans *Les Espaces du Prince*) : « Il reste que la thèse de l'Etat « étranger à la société » manque de clarté. Qu'est-ce que cette « société » mal définie par le mode de production ? Quelle est la relation entre « la société » et « la nation » ? Comment l'Etat, extérieur à sa propre société, peut-il y intervenir pratiquement, efficacement ? L'Etat tsariste lui-même n'aurait-il pas dans les peuples russes des racines plus profondes et plus difficiles à extirper que ne le pense Lénine, en ne traitant de la question nationale que d'une manière étroitement politique, en négligeant la réalité : l'Etat nation ? » (p. 340).

« Lénine en 1917 a en tête un projet grandiose : détruire l'Etat existant, construire un Etat *dépérissant*. Résultat : l'inverse, un Etat fort. Bien plus :

⁵ Marx, *l'association, l'anti-Lénine*, petite bibliothèque Payot, 1974.

⁶ *De l'Etat*, 3 volumes, ici volume 2, *Théorie marxiste de l'Etat de Hegel à Mao*, 10/18 UGE, Paris, 1976.

une étape capitale sur la voie du renforcement et de la mondialisation de l'Etat. Après l'Etat des Bonaparte et celui de Bismarck se dresse sur cette voie triomphale l'Etat de Staline, face à celui de Hitler, deux vagues nées de la même tempête et destinées à se heurter» (p. 349, *Ibid.*).

Nous voudrions conclure par une dernière remarque de Lefèbvre qui nous paraît des plus pertinentes et qui offre un point de départ pour une voie de recherche et de réflexion — entamée naguère par Wilhelm Reich — indispensable pour conceptualiser une «théorie marxiste de l'Etat» dont l'aliénation serait absente: «Il se pourrait donc que la pensée de Lénine ait un contenu *moral* dans une forme apparemment politique et que le «socialisme» qui s'en réclame soit la plus grande et la plus forte entreprise moralisante (discipline politique, discipline et morale du travail, etc.) de tous les temps.» (p. 352, *Ibid.*).

Pierre Maurer

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- Berger C., *Marx, l'association, l'anti-Lénine*, Paris, Payot, 1974.
- Collectif, *Les Espaces du Prince. L'Etat et son expansion dans les formations sociales dépendantes*, Genève, Cahiers de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement, 1977.
- Engels F., *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Paris, Ed. Sociales, 1974.
- Fabre, Hinker, Sève, *Les communistes et l'Etat*, Paris, Ed. Sociales, 1977.
- Guérin D., *Pour un marxisme libertaire*, Paris, Laffont, 1967.
- Hegel G.W., *La raison dans l'histoire*, Paris, UGE (10/18), 1965.
- Lefèbvre H., *De l'Etat*, Paris, UGE (10/18), 3 vol. parus:
- 1976 *L'Etat dans le monde moderne*
 - 1976 *La théorie marxiste de l'Etat de Hegel à Mao*
 - 1977 *Le mode de production étatique*
- Lénine V., *L'Etat et la Révolution*, Paris, Ed. Gonthier, 1964.
- *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Ed. Sociales, 1953.
- Marx K. et Engels F., *Le manifeste du Parti communiste*, Paris, Ed. Sociales, 1972.
- *Les luttes de classe en France*, Paris, Ed. Sociales, 1974.
 - *Critique du programme de Gotha*, Paris, Ed. Sociales, 1972.
- Mercier Vega L., *La révolution par l'Etat*, Paris, Payot, 1978.
- Poulantzas N., (direction) *La crise de l'Etat*, Paris, PUF, 1976.
- Radjavi K., *La dictature du prolétariat et le dépérissement de l'Etat*, Paris, Anthropos, 1975.

Restauration d'une œuvre d'art « La Vierge à l'Enfant » de l'église Saint-Pierre à Angoulême

par Jacques-Louis Fournier

ARTS

La pratique de conservation des monuments historiques dans leur domaine ou dans les musées a été jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, et même au début de ce siècle, le résultat d'une attitude d'indifférence, voire de mépris, devant le passé. On avait plus de liberté dans l'exécution des travaux de restauration et dans le choix des matériaux que dans l'achat et dans la destruction de celle existante. On ne tenait pas compte de la valeur historique et artistique des monuments et de leur valeur esthétique et de leur valeur patrimoniale.

Les exigences de la restauration sont devenues plus strictes et plus précises au cours du XIX^e siècle. On a commencé à vouloir le dégrader ou le falsifier. On a commencé à se demander si on ne devait pas, par le côté esthétique et historique, le côté technique.

Naturellement, la restauration d'œuvres d'art a été soumise à des conditions plus strictes et de conservation et de restauration. On doit aussi tenir compte des éléments matériels qui doivent être formellement définis. La restauration doit être une œuvre d'art à part entière. Une réflexion est venue se faire contre les opérations de restauration et de conservation.

CONCEPTION D'UNE STRATÉGIE DE RESTAURATION

Les sculptures laquées en bois sont des œuvres d'art exceptionnelles, dont la plus connue est celle de la Vierge à l'Enfant de l'église Saint-Pierre à Angoulême. Elle a été réalisée par le sculpteur de la fin du XVIII^e siècle, Jean-Baptiste Lécuyer. Elle est en très bon état de conservation. Elle est une œuvre d'art à part entière. Elle est une œuvre d'art à part entière. Elle est une œuvre d'art à part entière.

ARTS

La pratique de conservation des monuments historiques dans leur domaine ou dans les musées a été jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, et même au début de ce siècle, le résultat d'une attitude d'indifférence, voire de mépris, devant le passé. On avait plus de liberté dans l'exécution des travaux de restauration et dans le choix des matériaux que dans l'achat et dans la destruction de celle existante. On ne tenait pas compte de la valeur historique et artistique des monuments et de leur valeur esthétique et de leur valeur patrimoniale.

Les exigences de la restauration sont devenues plus strictes et plus précises au cours du XIX^e siècle. On a commencé à vouloir le dégrader ou le falsifier. On a commencé à se demander si on ne devait pas, par le côté esthétique et historique, le côté technique.

Naturellement, la restauration d'œuvres d'art a été soumise à des conditions plus strictes et de conservation et de restauration. On doit aussi tenir compte des éléments matériels qui doivent être formellement définis. La restauration doit être une œuvre d'art à part entière. Une réflexion est venue se faire contre les opérations de restauration et de conservation.

CONCEPTION D'UNE STRATÉGIE DE RESTAURATION

Les sculptures laquées en bois sont des œuvres d'art exceptionnelles, dont la plus connue est celle de la Vierge à l'Enfant de l'église Saint-Pierre à Angoulême. Elle a été réalisée par le sculpteur de la fin du XVIII^e siècle, Jean-Baptiste Lécuyer. Elle est en très bon état de conservation. Elle est une œuvre d'art à part entière. Elle est une œuvre d'art à part entière. Elle est une œuvre d'art à part entière.

ARTS

1981

1982

1983

1984

1985

1986

1987

1988

1989

1990

1991

1992

1993

1994

1995

1996

1997

1998

1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015